

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/3672  
13 octobre 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

SITUATION CREEE PAR L'ACTION UNILATERALE DU GOUVERNEMENT EGYPTIEN METTANT  
FIN AU SYSTEME DE GESTION INTERNATIONALE DU CANAL DE SUEZ, SYSTEME CONFIRME  
ET COMPLETE PAR LA CONVENTION DU CANAL DE SUEZ DE 1888

Yugoslavie : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question du canal maritime de Suez;

Prenant acte avec satisfaction des entretiens qui ont eu lieu, avec le  
concours du Secrétaire général des Nations Unies, entre les Ministres des  
affaires étrangères d'Egypte, de France et du Royaume-Uni, ainsi que de l'esprit  
dans lequel ces entretiens se sont déroulés;

Considère que la solution qui doit être trouvée doit répondre aux exigences  
suivantes :

- 1) Le transit à travers le canal sera libre et ouvert sans discrimination  
directe ou indirecte;
- 2) La souveraineté de l'Egypte sera respectée;
- 3) Le fonctionnement du canal sera soustrait à la politique de tous les  
pays;
- 4) Le mode de fixation des péages et des frais sera décidé par un accord  
entre l'Egypte et les usagers;
- 5) Une équitable proportion des sommes perçues sera assignée à l'amélio-  
ration du canal;
- 6) En cas de différend, les affaires pendantes entre la Compagnie du  
canal de Suez et le Gouvernement égyptien seront réglées par un tribunal  
d'arbitrage dont la compétence et la mission seront clairement définies, avec  
des dispositions convenables pour le paiement des sommes qui pourraient être dues;

Recommande que les négociations se poursuivent;

Prie le Secrétaire général de prêter au besoin son concours pendant la  
suite des négociations;

Invite les parties intéressées à s'abstenir de prendre aucune mesure qui  
puisse compromettre ces négociations.

-----